

La Cupidité Impériale pour l'Énergie

Nicolás Maduro a longtemps soutenu que la souffrance du Venezuela et la lutte palestinienne n'étaient pas des tragédies séparées, mais des manifestations du même crime mondial : la domination impériale motivée par une faim insatiable d'énergie. Dans discours après discours, Maduro a dénoncé ce qu'il décrivait comme un destin commun imposé par l'agression soutenue par les États-Unis – un destin dans lequel les peuples souverains sont dépouillés de leur autonomie, soumis à des blocus et punis pour posséder des ressources convoitées par les puissances mondiales. L'histoire a maintenant validé son avertissement. Le Venezuela et la Palestine se présentent comme des victimes parallèles de la poursuite prédatrice par l'Amérique des combustibles fossiles – pétrole, gaz et contrôle de l'énergie à tout prix.

Venezuela et Palestine : Un Front Anti-Impérialiste Commun

L'alignement du Venezuela avec la Palestine n'était pas du théâtre rhétorique ou de l'opportunisme diplomatique. C'était un pilier fondateur du chavisme, hérité d'Hugo Chávez et maintenu sous Maduro. Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, Maduro a systématiquement présenté l'occupation de la Palestine comme inséparable du siège subi par le Venezuela sous les sanctions et la coercition. Le Venezuela a rompu les relations diplomatiques avec Israël en 2009, fourni une aide humanitaire lors des crises répétées à Gaza et dénoncé les actions israéliennes comme des crimes facilités par le pouvoir américain.

Maduro a décrit à plusieurs reprises Gaza comme un laboratoire de punition collective – reflétée, selon lui, par l'étranglement économique imposé au Venezuela par les sanctions américaines. Il a accusé Washington et ses alliés de permettre un « génocide » à Gaza tout en menant un « terrorisme économique » contre Caracas. Dans un discours de 2024, il a déclaré que la lutte palestinienne était « la cause la plus sacrée de l'humanité », la liant explicitement à la résistance du Venezuela contre les tentatives américaines de s'emparer de sa richesse pétrolière.

Ces avertissements ont été rejetés par les critiques comme une posture idéologique. Pourtant, les événements ultérieurs les ont rendus effrayamment prémonitoires. Maduro soutenait que les nations riches en ressources ne sont pas simplement sous pression, mais ciblées – par des sanctions, des conflits par procuration et une force directe – jusqu'à l'installation de régimes complaisants. En Palestine, il pointait le blocus israélien de Gaza comme une stratégie délibérée pour refuser aux Palestiniens le contrôle de leurs propres ressources naturelles, y compris le champ gazier Gaza Marine. Au Venezuela, la même logique s'appliquait au pétrole. Alors que les combustibles fossiles restent centraux pour le pouvoir géopolitique malgré la rhétorique de transition énergétique, l'interventionnisme américain s'est intensifié, transformant l'analyse de Maduro en réalité vécue.

Venezuela : Puni pour Protéger Son Pétrole

La vaste richesse naturelle du Venezuela l'a longtemps marqué pour une prédation étrangère. Avec plus de 300 milliards de barils de réserves pétrolières prouvées – les plus importantes au monde – concentrées principalement dans la ceinture de l'Orénoque, le pays représente un prix trop précieux pour que les puissances avides d'énergie l'ignorent. Sous Maduro, la compagnie pétrolière d'État PDVSA a résisté à la domination des entreprises américaines, optant plutôt pour des partenariats avec la Russie, la Chine et l'Iran pour développer des projets tels que Carabobo et Junín.

La réponse a été une guerre économique. À partir de 2017, les sanctions américaines ont systématiquement paralysé l'économie vénézuélienne, réduisant la production pétrolière d'environ 2,5 millions de barils par jour à moins d'un million. Maduro a constamment décrit ces sanctions non comme des outils de promotion de la démocratie, mais comme des instruments de vol – conçus pour forcer le Venezuela à se soumettre et ouvrir ses champs pétrolifères au contrôle américain.

Cet objectif est devenu explicite le 3 janvier 2026, lorsque des frappes militaires américaines ont touché Caracas et Nicolás Maduro a été capturé. Le président Trump a justifié l'opération comme une campagne contre le « narco-terrorisme », mais ses propres mots ont dissipé toute prétention. S'exprimant à Mar-a-Lago, Trump a annoncé : « Nous dirigerons le pays jusqu'à ce que nous puissions effectuer une transition sûre, appropriée et judicieuse. » Il a souligné que l'administration américaine du Venezuela « ne nous coûtera pas un centime », car les revenus pétrolifères – « l'argent qui sort du sol » – rembourseraient les efforts américains.

Ce n'était pas une anomalie. Cela suivait un script impérial familier, faisant écho à l'Irak et à la Libye, où le changement de régime a ouvert la voie à l'accès énergétique. Le retrait de Maduro, condamné internationalement comme un acte d'agression, a confirmé ce qu'il avertissait depuis des années : le pétrole du Venezuela en faisait une cible. La fixation sans excuse de Trump sur l'extraction de ressources a exposé l'intervention pour ce qu'elle était – une saisie énergétique déguisée en politique de sécurité.

Gaza Marine : L'Avenir Volé de la Palestine

L'expérience de la Palestine suit la même logique. En 2000, le champ gazier Gaza Marine a été découvert à environ 36 kilomètres au large, contenant environ un billion de pieds cubes de gaz naturel. Bien que modeste par rapport aux normes mondiales, le champ représente une bouée de sauvetage pour l'indépendance énergétique palestinienne. Situé dans les zones maritimes palestiniennes selon la CNUDM, Gaza Marine aurait dû transformer l'économie de Gaza.

Au lieu de cela, son développement a été étouffé. Les restrictions israéliennes, le contrôle militaire et l'occupation en cours ont empêché les Palestiniens d'accéder à leurs propres ressources. Les défenseurs soutiennent que le blocus israélien et les campagnes militaires répétées – soutenus diplomatiquement et militairement par les États-Unis – servent non

seulement des objectifs de sécurité, mais aussi économiques : refuser aux Palestiniens la souveraineté sur leur richesse naturelle.

Depuis la guerre d'octobre 2023, ces préoccupations se sont intensifiées. Les accusations se sont multipliées selon lesquelles le déplacement massif à Gaza pourrait faciliter l'exploitation israélienne de Gaza Marine, l'intégrant dans les réseaux énergétiques régionaux avec le soutien américain. L'émission par Israël de licences d'exploration dans les eaux adjacentes en 2023, combinée à un accord d'exportation de gaz de 35 milliards de dollars avec l'Égypte, a alimenté les allégations de vol délibéré de ressources. Tout au long de ce processus, les États-Unis ont protégé Israël diplomatiquement, vetoant des résolutions de l'ONU et priorisant la sécurité énergétique dans le bassin du Levant par rapport aux droits palestiniens.

Le parallèle avec le Venezuela est indéniable. Dans les deux cas, les sanctions, blocus et la force empêchent les populations locales de bénéficier de leurs propres ressources, tandis que les puissances extérieures se positionnent pour en profiter.

Le Droit Brisé

L'intervention américaine au Venezuela et les déclarations de Trump soulèvent de graves conséquences légales selon le droit international et national.

Le Venezuela Sous Occupation

En déclarant ouvertement que les États-Unis « dirigeraient » le Venezuela pendant une période transitoire, Trump a établi les conditions légales d'une occupation. Selon l'article 42 des Règlements de La Haye de 1907, l'occupation existe lorsque le territoire est placé sous l'autorité d'une armée hostile exerçant un contrôle effectif. L'opération du 3 janvier 2026 – combinant des frappes militaires avec l'enlèvement forcé du chef d'État vénézuélien – répond à cette définition, déclenchant des obligations selon les Conventions de Genève.

Le droit international est sans équivoque : une puissance occupante ne peut pas exploiter les ressources naturelles à son propre profit. L'article 55 des Règlements de La Haye limite l'occupant à l'usufruit – une administration temporaire sans épuisement des ressources non renouvelables. L'article 33 de la Quatrième Convention de Genève interdit explicitement le pillage, classant une telle exploitation comme crime de guerre selon le Statut de Rome. Les promesses de Trump que les compagnies pétrolières américaines profiteraient du pétrole vénézuélien, et que les revenus rembourseraient les coûts américains, signalent une intention claire de violer ces interdictions.

L'Enlèvement d'un Chef d'État

La capture de Nicolás Maduro aggrave ces violations. Le droit international coutumier, affirmé par la Cour internationale de Justice dans l'affaire du *Mandat d'arrêt* (2002), accorde aux chefs d'État en exercice une immunité absolue contre la juridiction pénale étrangère. Enlever Maduro de force sans consentement ou extradition viole l'article 2(4) de la Charte de l'ONU, qui interdit l'usage de la force contre la souveraineté d'un État. Les experts juri-

diques avertissent que cet acte entraîne la responsabilité de l'État, des réparations et un examen par la Cour pénale internationale, tout en créant un précédent qui érode les normes diplomatiques mondiales.

Le Droit Américain Ignoré

Au niveau national, l'intervention entre en conflit avec la Résolution sur les Pouvoirs de Guerre de 1973. Le Président ne peut introduire les forces américaines dans des hostilités qu'avec l'autorisation du Congrès ou en réponse à une urgence nationale causée par une attaque contre les États-Unis. La justification de Trump par le « narco-terrorisme » ne répond pas à cette norme. Aucune attaque armée imminente n'existait. L'opération constituait donc une initiation illégale d'hostilités, contournant le Congrès et faisant écho aux controverses entourant des interventions antérieures comme la Libye en 2011.

Palestine et Venezuela : Le Même Crime, Sous Différents Noms

Ces violations reflètent l'exploitation de longue date par Israël des ressources palestiniennes. En Cisjordanie, Israël détourne environ 80 % de l'eau des aquifères partagés pour les colonies et l'usage domestique, restreignant sévèrement l'accès palestinien – une autre violation du droit de l'occupation. À Gaza, l'obstruction israélienne au contrôle palestinien sur le gaz naturel, combinée à son accord d'exportation de 35 milliards de dollars avec l'Égypte signé en décembre 2025, ancre une domination économique tandis que les Palestiniens restent dépossédés.

Comme au Venezuela, l'occupation persiste non seulement pour la sécurité, mais pour le profit.

Conclusion

Le lien établi par Maduro entre le Venezuela et la Palestine n'était ni exagération ni propagande – c'était un diagnostic. Les deux sociétés, dotées de combustibles fossiles précieux, ont été punies pour avoir affirmé leur souveraineté. Les deux ont fait face à des blocus, sanctions et force militaire conçus pour briser la résistance et faciliter l'extraction de ressources. Tant que le pétrole et le gaz sous-tendent le pouvoir mondial, la cupidité impériale continuera à se déguiser en intervention humanitaire.

La justice exige plus que de la rhétorique. Elle nécessite la fin des occupations, la restauration de la souveraineté sur les ressources et la confrontation avec l'impérialisme énergétique qui drive les conflits modernes. Maduro a peut-être été réduit au silence, mais la vérité qu'il a articulée perdure – tout comme la lutte commune qu'il a nommée.